

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

PDG : Éric Dodo Bounguendza sur le départ ?

SA nomination aux fonctions de Haut-Commissaire de la République lors du Conseil des ministres de vendredi dernier paraît être un signe plus qu'avant-coureur de son départ de Louis.

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LA nomination du secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Éric Dodo Bounguendza, aux fonctions de Haut-Commissaire de la République lors du Conseil des ministres présidé vendredi dernier, au palais de la présidence de la République, par le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, n'en finit plus de donner lieu à divers commentaires. Survenant à quelques jours de la commémoration du 54e anniversaire de cette formation politique, le 12 mars prochain, d'aucuns se demandent si elle n'est pas tout simplement annonciatrice du départ d'Éric Dodo Bounguendza de la tête du secrétariat exécutif du PDG. Car, de mémoire de militant, c'est bien la première fois qu'un secrétaire général de leur formation politique en fonction est promu à des fonctions administratives. À la différence de ses deux prédécesseurs qui, eux, étaient des parlementaires. Aux yeux de nombreux ob-



Nommé Haut-Commissaire de la République Eric Dodo Bounguendza, vit probablement ses derniers jours secrétaire général du PDG.

servateurs de la vie politique nationale, l'éventualité du départ d'Éric Dodo Bounguendza paraît d'autant plus probable que ses responsabilités actuelles

semblent difficilement conciliables avec celles de Haut-Commissaire de la République. Lesquelles, au regard de leurs attributions, nécessitent d'une

certaine manière d'être au-dessus des considérations partisans. Assistant le président de la République " dans l'évaluation, le suivi, la mise en œuvre de son

action politique. Interagissant avec les institutions politiques et les acteurs de la vie publique sur la stabilité et les modalités de maintien des valeurs démocratiques", les Hauts-Commissaires de la République, à ce titre, se doivent d'être, autant que possible, impartiaux, au-dessus de la mêlée.

Bref, comme qui dirait, tout laisse à penser qu'Éric Dodo Bounguendza serait en train de vivre ses dernières heures à la tête du secrétariat exécutif. Des responsabilités auxquelles il fut nommé le 15 août 2017, cinq jours après la démission de Faustin Boukoubi.

Depuis cette date, et dans le prolongement du 11e congrès ordinaire dit de la " Régénération et de la Revitalisation " (2R) tenu en décembre 2017 dans la commune d'Akanda, il s'est attelé à impulser une dynamique et des pratiques nouvelles au sein du PDG. Avec la ferme détermination de mettre un terme à un certain nombre de comportements et d'attitudes qui altéraient son fonctionnement et son rayonnement. Tout en l'arrimant aux standards d'une écurie politique moderne, en phase avec les enjeux sociopolitiques de l'heure. Ce qui n'a pas été toujours forcément bien perçu et compris par certains de ses " camarades ". Lesquels, à tort ou à raison, lui ont reproché d'avoir " intellectualisé le PDG au détriment des fondamentaux qui ont forgé, assis la notoriété et l'hégémonie de leur écurie politique ". Ce qui, selon certaines indiscretions, lui aurait valu certaines inimitiés. D'autant plus que d'aucuns estimaient, à tort ou à raison, que sa position devenait intenable au regard de l'effritement supposé ou avéré de la position du PDG dans l'Ogooué-Lolo, province dont il est originaire.

C'est dire qu'à quelques jours de la célébration du 12 mars, les militants et sympathisants du PDG sont dans l'expectative. Ils attendent d'être fixés.

Contrepoint

Quel schéma pour le remplacer ?

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

LA nomination d'Éric Dodo Bounguendza, comme Haut-Commissaire de la République suscite plusieurs interrogations sur l'identité et les procédures devant conduire à son remplacement à la tête du plus vieux parti politique du pays. Deux options sont mises sur la table du président de cette formation politique, Ali Bongo Ondimba. La première serait de s'appuyer sur une disposition des textes du parti qui l'autorise à nommer

aux plus hautes fonctions, entre deux congrès, un militant de son choix. L'autre serait de désigner un intérimaire.

Dit ainsi, avant le prochain congrès que beaucoup annoncent pour bientôt, le " Distingué camarade président " a la latitude de nommer qui il veut pour remplacer le Logovéen Dodo Bounguendza. En ce sens, le parti est plutôt pourvu en ressources humaines. D'abord, " dans l'intervalle des réunions du congrès, le président du parti peut procéder au remplacement des responsables du parti membres des instances

qu'il préside " (article 30 des statuts). Ensuite, toujours dans le même article, il est dit : " en cas de nécessité politique, le président du parti peut procéder aux ajustements mis en place par le congrès ".

Nombreux sont les militants et cadres du PDG qui ont commencé à logner depuis vendredi soir le poste désormais " vacant ". Reste à savoir le choix de la province du militant qui sera à l'honneur. L'équilibre géopolitique d'antan sera-t-il maintenu ou le curseur va-t-il se déplacer vers une autre province ? L'autre schéma serait celui d'un jeu de

chaises musicales qui verrait l'un des adjoints du SG partant assurer la conduite des affaires du parti en attendant l'organisation d'un congrès dans les jours et mois à venir. Ici, la liste restreinte comporterait tous les membres du secrétariat exécutif, autrement dit les six adjoints. Là également, le choix est laissé à la discrétion du DCP, Ali Bongo Ondimba.

Dans tous les cas, quel que soit le schéma, les militants du parti au pouvoir, créé le 12 mars 1968, sont dans l'attente de la nomination du nouveau patron du secrétariat exécutif.